

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLOM

Chronique des questions ouvrières et des assurances sur la vie

Journal de la société statistique de Paris, tome 49 (1908), p. 313-316

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__313_0

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET DES ASSURANCES SUR LA VIE

Congrès international des assurances sociales. — Un congrès international des assurances sociales doit se tenir à Rome, en octobre prochain. D'après les communications faites par ses organisateurs, un spécialiste de chaque pays rendra compte des expériences recueillies, des modifications législatives intervenues et des projets présentés depuis le printemps de 1905 jusqu'au 31 mai 1908, comme suite aux rapports présentés au congrès de Vienne. Au début des séances, un rapporteur général résumera en un rapport synthétique les données contenues dans chacun de ces divers rapports. C'est M. Paullet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du travail, qui, comme dans les derniers congrès, présentera le rapport relatif à la France.

Le congrès discutera ensuite les mémoires que le comité d'organisation a provoqués sur divers sujets, dont nous indiquons ci-après quelques-uns avec les noms des rapporteurs français : le service médical dans l'assurance ouvrière, M. le Dr Périer ; la maladie et l'invalidité dans leurs rapports mutuels, etc., M. Fuster ; les maladies professionnelles : prévention et assurance, M. Jouanny et M. Mamy ; l'assurance maternelle, M. le sénateur Strauss ; l'assurance des veuves et des orphelins, M. Cheysson ; l'assurance contre le chômage, M. Maurice Bellom. D'autres communications ont été annoncées par MM. Arquembourg, Barriol, Paul-Boncour, Dr Brouardel, Alfred Mayen, Villemin. Les efforts du comité d'organisation italien constituent le gage certain du succès de ce congrès.

La mortalité des ouvriers mineurs en Angleterre. — D'après le Dr John Tatham (*Dangerous trades*), la proportion des décès des ouvriers mineurs en Grande-Bretagne, comparée à l'ensemble de la population ouvrière, serait définie comme suit aux différents âges :

	Age						De 65 ans et au-dessus
	De 15 à 20 ans	De 20 à 25 ans	De 25 à 35 ans	De 35 à 45 ans	De 45 à 55 ans	De 55 à 65 ans	
Ensemble des ouvriers.	100	100	100	100	100	100	100
Industrie minière.	148	112	87	78	95	121	147
Mineurs.	150	111	86	77	94	119	143
Durham et Northumberland.	154	111	75	66	79	97	152
Lancashire	163	107	88	94	110	140	150
West Riding.	115	92	76	77	89	126	138
Derby et Notts.	93	68	69	59	73	96	118
Staffordshire.	95	109	82	70	95	135	180
Monmouth et Galles.	227	141	118	97	117	140	129
Ouvriers des mines de fer	134	90	82	66	83	91	144
— — d'étain	116	139	111	115	161	180	178
— — de plomb.	118	127	130	109	116	182	240

La mortalité des mineurs est donc supérieure à celle des autres ouvriers à l'âge de 15 à 20 ans, de 20 à 25 ans et au-dessus de 55 ans. Toutefois, cette constatation s'explique en grande partie par les accidents mortels, comme l'indique le tableau suivant, qui donne également la proportion des décès dus à la phthisie et aux maladies des voies respiratoires.

	Accidents	Phthisie	Maladies des voies respiratoires
Industrie minière.	135	109	267
Mineurs	141	97	269
Durham et Northumberland.	96	94	156
Lancashire	155	102	389
West Riding.	114	123	288
Derby et Notts.	89	69	159
Staffordshire	135	83	319
Monmouth et Galles.	243	107	345
Ouvriers des mines de fer	86	90	204
— — d'étain.	48	508	377
— — de plomb.	43	380	325

Mutualité en participation des patrons et des employés. — La Fédération nationale des employés et la Fédération des commerçants détaillants de France qui comprennent, la première, 200 000 employés, la seconde, 400 000 petits patrons, se sont unies en une vaste œuvre mutualiste. Par une cotisation de 10 francs, les commerçants détaillants affiliés à la société de secours mutuels des employés en qualité de membres honoraires de leur fédération ont droit à la gratuité absolue des soins médicaux les plus étendus, à une remise de 75 % sur les produits pharmaceutiques et à une retraite en cas d'indigence dans leur vieillesse. Il reste, d'autre part, sur la cotisation de chaque commerçant détaillant un reliquat de 4 francs qui, attribué au compte retraites des employés, doit produire une somme de 200 francs par an et, à 60 ans, au bout de vingt années de capitalisation, une rente viagère de 1 500 francs. La retraite ainsi constituée, une cotisation mensuelle de 2'50 pour les hommes et de 2 francs pour les femmes permet d'obtenir les secours médicaux et pharmaceutiques les plus étendus, une allocation journalière de maladie de 4 francs, des secours en cas de chômage involontaire, une attribution de frais funéraires, des secours de 50 francs en cas de décès de l'époux, une indemnité d'accouchement et la gratuité du placement.

Cette combinaison réalise, selon l'expression de M. Marcouire, président de la Fédération des employés, « une organisation démocratique puissante du capital et du travail ».

Les sociétés de secours mutuels et la Caisse des dépôts et consignations. — D'après le Rapport fait par la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (1), les diverses opérations de la Caisse des dépôts et consignations relatives à la gestion des fonds qui appartiennent aux sociétés de secours mutuels sont décrites dans trois comptes qui, au 31 décembre 1907, présentent un solde de 303 417 900' 69, en augmentation de 23 691 097' 69 sur 1906.

Au crédit du compte figurent notamment :

Arrérages de la dotation	557 000' 00
Crédits budgétaires	7 400 000 00
3/5 des comptes des caisses d'épargne.	148 945 66

Au débit du compte figurent notamment :

Subventions aux sociétés ayant fait des versements à leurs fonds de retraites	2 187 926' 10
Subventions sur livrets individuels	693 973 00
Subventions aux sociétés qui ne font pas la retraite	311 941 50
Bonifications de pensions	1 045 596 00
Taux d'intérêt de faveur (4 1/2)	3 945 234 41
Subventions aux sociétés n'ayant pas fait de versements à leurs fonds de retraites	109 599 50

Le compte courant disponible était créditeur de 183 933 727' 52 au 31 décembre 1907, en augmentation de 15 580 787' 75 sur l'année précédente.

(1) Chambre des députés, Doc. parlem., n° 1814, annexé au procès-verbal de la deuxième séance du 23 juin 1908.

L'excédent des recettes sur les dépenses du fonds commun inaliénable a été en 1907 de 8 176 742^f 44 ; le montant de ce fonds au 31 décembre 1907 était de 118 567 239^f 74. D'autre part, le capital constitutif des rentes viagères à capital réservé servies par la Caisse nationale des retraites aux pensionnaires de sociétés de secours mutuels est de 99 millions 186 049^f 20. L'ensemble des sommes affectées définitivement par ces sociétés au service des retraites par le fonds commun est donc de 217 753 288^f 94.

Les sociétés de secours mutuels possédaient ainsi au 31 décembre 1907, indépendamment de la rente de 557 000 francs :

Au fonds de dotation	916 933 ^f 43
Au compte de dépôts.	183 933 727 52
Au fonds de retraites	118 567 239 74
A la Caisse nationale des retraites	99 186 049 20
Soit un total de	<u>402 603 949^f 89</u>

total supérieur de 26 178 415^f 69 à celui de 1906.

Les entrepreneurs de maçonnerie et les difficultés ouvrières. — Les conditions que l'agitation ouvrière a faites pour l'exécution des travaux du bâtiment ont déterminé les entrepreneurs de maçonnerie à créer une association professionnelle dont le président est M. Eugène Despagnat et qui poursuit les buts suivants :

- 1° Contrats avec les fournisseurs ;
- 2° Organisation nouvelle de la main-d'œuvre ;
- 3° Établissement de chantiers généraux outillés mécaniquement pour la taille des pierres ;
- 4° Étude et mise en pratique des procédés mécaniques pour le transport, le montage et la pose des matériaux ;
- 5° Utilisation du matériel acquis et logé en commun ;
- 6° Réglementation de la production des adhérents.

La grève et les sociétés coopératives de production. — A la suite des événements de Draveil et de Vigneux, la chambre consultative des associations ouvrières de production, qui groupe 209 coopératives représentant plus de 20 000 associés, publie dans le dernier numéro de son journal officiel la déclaration suivante :

« La chambre consultative des associations ouvrières de production estime qu'il y a sur le terrain légal d'autres moyens d'émancipation que la grève. Elle rappelle que les coopératives ouvrières de production font de leurs associés des hommes libres, détenteurs des mêmes droits, recevant un salaire syndical rémunérateur, qu'en un mot, elles suppriment le patronat et donnent aux adhérents le maximum de bien-être.

« Travailleurs, nous vous demandons de réfléchir.

« Calculez les sommes dépensées dans les grèves, les privations que vous vous imposez ; voyez si les résultats obtenus sont en rapport avec vos sacrifices !

« Nous sommes certains que vous devrez convenir de bonne foi qu'il y a peu de réussites et que les concessions patronales arrachées tant bien que mal ne compensent pas ce que vous coûtent de tels efforts.

« Dans ces conditions, nous vous engageons à venir grossir les rangs des coopérateurs. »

La réglementation internationale du travail. — Le *Journal officiel* du 18 juillet 1908 (partie officielle, p. 5014) a promulgué la loi du 15 juillet 1908 relative à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Le petit commerce et les grands magasins. — Une initiative intéressante a été prise à Aix-la-Chapelle où les petits commerçants se proposent de créer sous le nom de « Bazar Charlemagne » un grand magasin coopératif ; dans ce grand magasin, le vendeur ne sera plus un employé, mais un associé. Le bazar Charlemagne résultera, en effet, de l'installation côte à côte des petits commerçants dans un vaste magasin de vente.

La mutualité et la coopération dans l'armée. — On sait quels efforts ont été tentés et accomplis pour développer la coopération dans l'armée. *L'Écho de la mutualité des*

Alpes-Maritimes signale dans son numéro du 15 juillet 1908, comme particulièrement instructifs, les résultats obtenus dans le groupe des batteries montées du 19^e régiment d'artillerie détaché à Nice : l'œuvre est due en grande partie à l'initiative et au dévouement du lieutenant Michaud.

Les accidents du travail et le fonds de garantie. — D'après le rapport fait par la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (1), la situation du fonds de garantie, institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail, est la suivante :

<i>Recettes afférentes à 1907 :</i>	
Produits de 1906 et 1907.	1 976 391 ^f 64
Recouvrements opérés sur les débiteurs (chefs d'entreprises non assurés et assureurs).	58 421 35
Sommes remboursées par la Caisse nationale des retraites pour causes de déchéance (nouveau mariage), départs d'ouvriers étrangers pour l'étranger ou à la suite de révisions	25 163 41
Produits des placements de fonds.	183 684 26
	2 243 660 ^f 66
<i>Dépenses effectuées en 1907 :</i>	
Versements effectués à la Caisse nationale des retraites pour constitution de rentes dont les débiteurs ont été reconnus insolvable.	455 256 ^f 00
Paievements d'arrérages en souffrance.	91 181 09
Frais d'assiette des taxes diverses	103 990 57
Frais de perception (recouvrements de 1906).	41 492 13
Dégrèvements de 1906.	42 009 79
Frais administratifs de 1906 remboursés à la Caisse des dépôts en 1907.	37 068 71
Frais judiciaires, frais de poste et divers.	19 272 82
	790 271 ^f 11

Le solde en numéraire était, au 31 décembre 1907, égal à 228 497^f 61.

Le fonds de garantie possédait, à la même date, un capital de 7 291 571^f 66.

La durée du travail dans les établissements militaires. — En exécution de la loi du 16 juillet 1908, qui a ouvert au Ministère de la guerre un crédit destiné au perfectionnement des machines en usage, un décret du 7 août 1908 a réduit à huit heures et demie la durée de la journée de travail effectif dans les ateliers des établissements militaires du Ministère de la guerre (2); une circulaire du sous-secrétaire d'État au Ministère de la guerre du 23 juillet 1908 (3) avait formulé les dispositions de détail, afin de préparer l'application de la mesure édictée par le décret susvisé.

Les pensions des inscrits maritimes. — Le régime des pensions des inscrits maritimes, auquel s'applique la loi du 14 juillet 1908, a motivé l'intervention d'un décret du 16 août 1908 (4) pour la composition de la commission chargée de la constatation des infirmités permettant aux inscrits maritimes de faire valoir leurs droits à une pension sur la caisse des invalides avant l'âge de cinquante ans ou à une pension proportionnelle sur ladite caisse.

La statistique industrielle en Norvège. — L'Office des assurances de l'État (*Rigsforsikringsanstalten*) a publié, en 1908, la statistique de l'industrie pour 1900 (industries, ouvriers et exploitations, journées de travail et salaires totaux par nature et circonscriptions préfectorales, salaires moyens par industries, répartition des industries par nature d'après la durée du travail et le nombre moyen des assurés, nombre des exploitations, des industries, des ouvriers dans les communes municipales et rurales, etc.).

La statistique pour les années 1901-1904 est annoncée pour paraître en 1908.

Maurice BELLOM.

(1) Chambre des députés, Doc. parlem., n° 1814, annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 23 juin 1908.

(2) *Journal officiel* du 12 août 1908, p. 5685.

(3) *Journal officiel* du 24 juillet 1908.

(4) *Journal officiel* du 20 août 1908, p. 5902.